

Lieux culturels de banlieue : entre social et culturel ?

Vous faites partie d'une salle de spectacles, implantée en banlieue, vous voulez faire vivre un lieu de culture et répondre aux objectifs d'exigence que cela suppose, on vous en donne les moyens, on vous dit : " faire vivre un espace comme ça, c'est une chance exceptionnelle pour une cité "... Tout irait-il pour le mieux dans le meilleur des mondes (culturels) ? Justement, non. Plusieurs lieux culturels du réseau Actes-If sont implantés au cœur ou à proximité d'une zone urbaine sensible. Parmi ceux ci, Philippe Cadiot, programmateur de La Pêche à Montreuil, Françoise Agnelot, administratrice du Collectif 12 à Mantes la Jolie et Julien Dupont, directeur du Tamanoir à Gennevilliers, nous expliquent pourquoi la gestion de tels lieux dans des quartiers difficiles relève d'un exercice d'équilibriste.

Les missions confiées aux structures du réseau Actes-If sont très variables d'un lieu à l'autre, et relèvent de logiques différentes. Les objectifs sont bien sûr artistiques (création, diffusion, accompagnement de jeunes artistes en développement, ...) ; mais ils relèvent aussi, dans certains cas, d'une problématique sociale, liée notamment à l'implication de la structure dans la politique de la ville. Les deux logiques peuvent être complémentaires, mais aussi, parfois, difficiles à concilier. Comment trouver le juste équilibre entre ces différents ingrédients ?

La situation du Tamanoir, du Collectif 12, et de la Pêche est spécifique, puisque les municipalités sont propriétaires des locaux et donc associées à leur gestion ou à leur financement, alors que ce sont des associations qui ont la charge du fonctionnement quotidien. La marge de manœuvre de ces associations s'en trouve dans certains cas limitée... De plus, le contexte social difficile provoque une usure plus rapide des équipes dirigeantes. Ainsi, le Radazik (aux Ulis) a brûlé en partie l'année dernière, victime d'un acte de vandalisme ; au Tamanoir, on vit dans une situation de tension quotidienne... Inutile de trop noircir le tableau, mais comme Philippe Cadiot, programmateur de La Pêche, nous le dit : " tu dois faire beaucoup plus attention à tout ce que tu fais quand tu es dans un lieu de banlieue ". Pour lui qui est originaire d'Epinay, il est " indispensable d'avoir un background urbain, un esprit commun " avec les jeunes de banlieue pour travailler sur un poste comme le sien. Il est vrai que " tout ce qui est dans le secteur commercial ou institutionnel pose problème dans ces quartiers " reconnaît quant à lui Julien Dupont, du Tamanoir. " Nous, on est le seul lieu public ouvert dans ce quartier, on devient des représentants de la société là où il n'y a personne d'autre face aux jeunes marginalisés. " Du coup ceux-ci viennent s'installer sur le lieu de travail. Cette situation a pris de l'ampleur au moment où le Tamanoir a décidé de se tourner davantage vers l'extérieur, notamment en ouvrant un bar l'après-midi. " Il y a un échec à gérer un lieu d'accueil quotidien. A terme on devra peut-être fermer le bar et accueillir le public seulement pour les répétitions et les concerts. " Au risque de créer une frustration chez ceux qui s'étaient habitués à " squatter " (même si Julien Dupont reconnaît que cela ne se fait pas dans un " esprit vachard ").

D'autres questions se posent : ces lieux parviennent-ils, et peuvent-ils être des lieux de mixité sociale ? Y a-t-il confrontation, rencontre des publics, ou bien ceux-ci ne font-ils que se croiser ? Pour Julien, " un public fait fuir l'autre. Les jeunes du quartier partent quand les concerts commencent ; et ceux qui fréquentent la structure pour des activités qui y sont programmées, et qui sont souvent plus intégrés socialement, rasant les murs. Une peur mutuelle existe. Certes ces problèmes ne nous empêchent pas de fonctionner mais c'est dur, on sent que ça peut déborder à tout moment. " Ce n'est pourtant pas faute d'avoir essayé d'intégrer les " squatters " aux activités du Tamanoir, et ces tentatives ont d'ailleurs connu une certaine réussite (comme l'album " Une vie en bloc "). Mais il suffit toujours d'un noyau dur d'irréductibles pour créer des tensions.

On constate donc, pour ces lieux inscrits dans un contexte urbain particulièrement lourd, que la dimension sociale de leur action peut prendre le pas sur les objectifs artistiques. Les quatre lieux cités précédemment se situent au cœur même du processus de médiation sociale, et leur degré d'implication dans ce processus varie selon qu'il existe ou non d'autres structures sociales dans le quartier. A la cité du Luth où se trouve le Tamanoir, les jeunes squatters disent " on veut un lieu dont on puisse jouir tout le temps ", pour regarder le foot, surfer sur le web... Pour Julien Dupont, " c'est le fantasme du club de jeunes "... " Club " qui a par ailleurs disparu à Gennevilliers : il n'y a pas vraiment d'espace à la cité du Luth où ces jeunes puissent se retrouver. La situation est différente à La Pêche, Philippe Cadiot le note : " il y a des antennes de quartier pour ceux qui n'ont rien à faire, des infrastructures et du personnel pour eux à Montreuil. Et puis ceux qui viennent ici ont souvent déjà eu à faire au SMJ, ils sont donc en terrain conquis chez nous ". L'emplacement géographique

précis de la structure (dans la quartier ou à proximité) est également déterminant. Pour Philippe Cadiot : " on est sur une zone neutre, et même s'il y a des cités pas loin, on n'est identifié à aucune d'entre elles. Il y a des gens de tout Montreuil qui viennent ici ", (ce qui n'est pas toujours le cas à Gennevilliers ou aux Ulis, surtout à l'occasion de certains concerts, de hip-hop en particulier, plus marqués par les rivalités territoriales). A Mantes la Jolie, le Collectif 12, situé dans le quartier de Gassicourt (entre Mantes-centre et le Val Fourré) n'est pas trop marqué par un quartier et son image.

Dans un tel contexte, les missions de développement culturel de ces lieux se posent de façon spécifique : doivent-ils être fédérateurs d'initiatives locales (associations de femmes, d'alphabétisation, etc...) ? Peuvent-ils être des espaces d'insertion professionnelle ? La Pêche a depuis longtemps un rôle social avec son Point Information Jeunesse pour piloter des projets de vacances, aider à la recherche d'un emploi ou faire un CV. D'autres éléments concourent à faciliter les relations avec l'extérieur : le lieu doit sa création aux pressions des membres d'un groupe de musique local sur le SMJ, en 1994, et l'implication de la structure dans la vie musicale locale est considérable (notamment grâce aux studios de répétition et à la politique de programmation de La Pêche, qui propose souvent des " cartes blanches " à ces jeunes). La Pêche ouvre également ses portes tous les midis avec des repas à 25 frs, " afin de faire venir les jeunes, notamment ceux du lycée Jaurès, à côté " ; y sont aussi proposés des ateliers de DJ, MAO, percussions, etc... (c'est aussi le cas à Gennevilliers). Au Collectif 12, les missions sont axées sur le théâtre sous toutes ses formes, voire la musique, et s'adressent sans doute à un public plus " intégré " socialement. Mais les membres du collectif n'ont pas du tout envie de se couper des publics les plus difficiles, et de l'extérieur en général, bien au contraire. Françoise Agnelot : " on est un espace de création et de diffusion ouvert sur l'extérieur, on essaie de travailler à la fois dedans et dehors, de manière originale, pour que les gens poussent la porte plus facilement. " Là, ce sont les responsables qui cherchent à drainer le public vers eux : Gassicourt est un quartier peu actif, à l'inverse du Val Fourré voisin où les associations sont très nombreuses. C'est d'ailleurs le principe du collectif que de travailler avec toutes ces associations et structures locales : " Elles n'ont pas l'habitude qu'on les associe à une démarche de création ou de fonctionnement. Elles sont dans une situation de repli communautaire et territorial. L'important est de s'apercevoir qu'il faut un travail spécifique pour mobiliser les gens au delà d'activités de " consommation culturelle ", passives, auxquelles les associations les ont souvent habituées, en particulier en cherchant à s'approprier leur public et en décidant ce qui doit l'intéresser ou non. " Avec des pratiques culturelles originales (théâtre de rue, danse, radio, travail avec des associations d'alphabétisation sur une " revue de quartier ",...), ce type de travail est facilité. " L'important est que les gens s'emparent d'un projet, de leur quartier ". Ce qui demande un maximum de souplesse. La confusion entre missions sociales et culturelles peut fragiliser ces lieux. " Le social peut très vite prendre le dessus sur la musique. D'expérience, la plupart des lieux installés dans une cité ont fermé. Il y a trop de pression ", reconnaît Philippe.

Problèmes de gestion des différents publics en raison des motivations variables qui les conduisent dans ces lieux, difficultés à s'intégrer dans un environnement social tendu dans certains cas, nécessaire clarification des missions (jusqu'à quel degré faut-il faire de " l'accompagnement social " ?)... autant de questions qui se posent à ces lieux du réseau Actes If.

Tous ont, à un moment ou à un autre, connu vols, agressions ou dégradations. Néanmoins, l'exemple de ces lieux peut faire figure de " modèle " ; d'autres villes prévoient d'ouvrir des espaces tels que La Pêche ou le Tamanoir.

Mais pour pouvoir affronter les réalités sociales, les contraintes spécifiques de ces lieux doivent être prises en compte : " en banlieue, les lieux et modes de fonctionnement doivent évoluer avec l'environnement plus que partout ailleurs " affirme Julien Dupont.

Le rôle des municipalités est considérable pour lutter contre l'isolement des responsables, notamment en évitant l'attitude qui consiste à dire : " ce lieu est fragile, ne prenons pas de risques en y engouffrant de trop grosses sommes ", qui peut tenter certains bailleurs de fonds !

Au contraire, l'adjonction aux missions culturelles " classiques " d'autres fonctions sociales nécessite une mobilisation de moyens complémentaires, financiers sans doute, mais surtout humains, pour tenter d'en faire des " espaces de sociabilisation ", associant le plus ouvertement possible les associations locales, et impliquant le public à la gestion des structures.

L'enjeu fondamental restant alors de permettre une réelle prise en compte de " publics spécifiques " sans pervertir les objectifs culturels et artistiques de la structure.

Erwan Ruty